

Reconstruction de Notre Dame : "C'est un moment d'Union nationale"

Publié le 17 avril 2019

Invité de BFM TV, mercredi 17 avril, Geoffroy Roux de Bézieux s'est félicité de la « formidable mobilisation de tout le monde, de riches Français, d'entreprises, de collectivités locales et d'anonymes qui donnent cinq, dix, vingt euros » pour reconstruire Notre-Dame.

« Un élan incroyable », a relevé le président du Medef qui a qualifié de « minables » « les polémiques sur les économies d'impôts ». « Qu'est-ce qui se passe ? Vous avez des gens qui ont fait fortune, qui n'ont pas hérité, qui créent de la richesse, créent des emplois qui (...) spontanément proposent de donner de l'argent. Et je rajoute, qu'aurait-on entendu s'ils n'avaient pas donné ! qu'aurait-on entendu sur les riches qui ne participent pas à l'effort national... ». Surtout, au-delà de la déduction fiscale, que se passerait-il ? « C'est l'Etat qui mettrait 100 % et l'Etat c'est qui ? C'est vous, c'est moi, c'est tout le monde, ce sont les impôts de tout le monde. Donc je trouve formidable qu'il y ait des gens qui acceptent de payer de leur poche pour aider. C'est un moment d'union nationale » et pas seulement puisqu'il y a aussi des « milliardaires américains qui donnent, eux aussi, et qui ne vont pas avoir de réduction d'impôts en France ».

Quant aux niches fiscales, « pourquoi augment-elles ? Parce que l'on paye trop d'impôts. Dès que l'on ouvre une niche fiscale, elle grossit. Quand on est à 48 % d'impôts, (...) les gens se précipitent sur les niches fiscales. Et donc la bonne solution, c'est quand même de baisser les impôts et de réduire les niches fiscales ».

Alors qu'Emmanuel Macron propose d'évaluer la suppression de l'ISF en janvier 2020, Geoffroy Roux de Bézieux souscrit au principe de l'évaluation. On le sait, « l'ISF a deux conséquences. Il y a des gens qui n'investissent pas d'argent dans l'économie réelle et puis il y a des gens qui partent à l'étranger et donc qui ne payent plus du tout d'impôts en France ». Et « il y en a encore qui partent et puis il y a beaucoup de gens, des entrepreneurs, des riches, qui commencent à se poser la question de revenir en France. Et plus on en parle, plus on en discute, plus on évoque la possibilité d'un retour de l'ISF, plus les gens hésitent à revenir. Donc laissons le temps à cette mesure de s'installer. Elle a été votée. Elle était dans le programme du président de la République, ce n'était pas une surprise. Emmanuel Macron l'avait annoncé à l'avance. Les gens ont voté pour Emmanuel Macron, il met en place cette mesure. Ça me paraît légitime de l'évaluer mais pas dix-huit mois après qu'elle ait été mise en place ».

Au-delà, « ne confondons pas morale et efficacité ». On pourrait en discuter en disant : « est-ce que c'est moral de gagner un million d'euros ? Est-ce qu'on doit contribuer davantage à la prospérité collective ? Mais la réalité, c'est que les gens qui gagnent un million d'euros, les joueurs de foot qui sont à un million d'euros, voire un million d'euros par mois, peuvent exercer leur talent dans le monde entier. Et donc si vous mettez trop d'impôts en France, ils iront ailleurs. On a besoin de riches contribuables qui payent leurs impôts en France ».

Autre mesure proposée par Emmanuel Macron : la pérennisation de la prime défiscalisée. « Une mesure que l'on avait proposée, rappelle Geoffroy Roux de Bézieux et qui a marché. Pourquoi ? Parce qu'elle est effectivement défiscalisée pour le salarié et sans charges sociales pour le patron. Et il peut la mettre en place sans accord, rapidement ». Autre sujet d'actualité, la réforme des retraites. Faut-il réindexer les retraites de moins de deux mille euros sur l'inflation ? « Non seulement nous y sommes favorables, mais nous avons proposé vendredi dernier aux partenaires sociaux de revaloriser les retraites complémentaires, pas seulement les moins de 2 000 euros, toutes

les retraites complémentaires pour quatre ans. Mais on ne peut le faire que si les paramètres d'équilibre le permettent », souligne Geoffroy Roux de Bézieux. Réaffirmant qu'il faudra travailler plus longtemps compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie, le président du Medef estime que ce mouvement doit s'accompagner d'une réorganisation du travail.